

La preuve par les chiffres

Mercredi 10 juillet, à 10 heures, la Direction générale de la SAPESO a présenté aux membres du Comité social et économique son plan stratégique pour la période 2019-2022 et son projet de réorganisation de l'entreprise. Le même jour et le jeudi 11 juillet, Patrick Venries a tenu des assemblées générales en direction des salariés de l'entreprise.

Patrick Venries a rappelé la situation difficile que traverse la presse dans son ensemble, en précisant que malgré les efforts déjà consentis et les résultats plus favorables que la plupart des éditeurs, les prochaines années seront compliquées. Le Directeur général explique que le journal imprimé, qui représente aujourd'hui 80 % des recettes de l'entreprise, doit trouver sa rentabilité, et que les projections négatives de chiffres d'affaires (perte annuelle et cumulée de 6 M€ de la diffusion et du CA publicitaire) imposent une baisse des coûts de fabrication et de distribution du journal papier.

Cette réalité économique n'est pas remise en cause par SOM-CGT qui a fait preuve de pragmatisme en pareille situation lors des négociations liées au plan de sauvegarde de l'emploi en 2013 et des négociations liées au projet d'entreprise en 2017.

Ainsi, le journal papier coûte cher à fabriquer. Tout en disant que la chaîne de fabrication du journal papier implique la contribution de plusieurs dizaines de métiers, la Direction envisage de supprimer majoritairement des salariés des services techniques qui travaillent sur le journal (84 personnes sur les 132 départs envisagés par la Direction, soit 31 % de l'effectif total des cadres techniques et des ouvriers).

Patrick Venries explique ce chiffre en s'appuyant sur les « standards » des entreprises de presse quotidienne régionale. La sanction tombe, la SAPESO aurait trop d'imprimeurs, trop de graphistes, trop de techniciens de maintenance... Le coupable et le remède sont vite trouvés.

Mais d'autres standards existent. Il est de coutume chez les patrons de presse de dire qu'il faut un journaliste pour 1 000 exemplaires. Avec une diffusion payée à 193 000 exemplaires/jour, on est en droit de considérer que 193 journalistes travaillent à la réalisation du journal. Et pourtant, le plan prévoit de diminuer l'effectif de 18 journalistes. Au passage, il est utile de bien préciser que les 45 suppressions de postes envisagées par la Direction dans le secteur de la Rédaction concernent 18 journalistes, 9 secrétaires et 18 salariés des services techniques (ces derniers ne faisant pas partie des effectifs de la Rédaction).

Patrick Venries justifie ce déséquilibre social par la nécessité de mettre toutes les forces vives de la Rédaction dans le Web first (priorité donnée aux contenus numériques) avec pour objectif d'atteindre 83 000 abonnés numériques d'ici fin 2022. L'objectif est des plus ambitieux quand on sait qu'à l'heure actuelle, la SAPESO compte 24 000 abonnés numériques, et que l'objectif fixé dans le projet d'entreprise 2016-2020 était de 50 000. Certains plats n'ont pas vocation à passer plusieurs fois.

Au-delà du détail des suppressions de postes, la Direction n'a pas présenté son projet de réorganisation service par service. Toutefois, dans les grandes lignes, son projet consiste à externaliser un maximum de tâches dévolues actuellement aux salariés des services techniques, tâches que la Direction considère sans valeur ajoutée. Concernant la Rédaction, la Direction envisage d'abandonner la petite locale au profit des correspondants afin de repositionner les journalistes sur le Web first.

Lors de sa présentation aux élus, Patrick Venries a estimé que chaque secteur de l'entreprise sera contributeur en matière d'économies sur la masse salariale, et qu'à cet égard, le projet de la Direction est équilibré.

Soyons clairs, le seul équilibre qu'y voit SOM-CGT, c'est la déclaration à peine voilée que les salariés des services techniques ne font plus partie du cœur de métier d'une entreprise d'information, et qu'ils sont la variable d'ajustement d'un modèle économique dans lequel les pertes de chiffres d'affaires liées au journal imprimé sont compensées, à la marge, par les chiffres d'affaires liés au numérique. Pour preuve, sur les 132 suppressions de postes (sous forme de départs volontaires à partir de juillet 2020) annoncées par la Direction, 61 % concernent des salariés du technique, secteur déjà fortement contributeur aux économies sur la masse salariale en 2013 et 2017.

Alors oui, la Direction assure qu'elle ne procédera à aucun départ contraint et qu'elle donne la priorité au dialogue social. Toutefois, au regard du déséquilibre social contenu dans le projet de la Direction, SOM-CGT a bien du mal à se projeter dans des discussions paritaires. Comme à son habitude, SOM-CGT bâtira sa stratégie avec ses mandants...

Bordeaux, le 11 juillet 2019